

L'amélioration des termes de l'échange contribue-t-elle à réduire la pauvreté en Afrique ?

*par Andrew Mold Centre africain pour l'égalité des sexes et le développement,
Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies – CEA*

Tout au long des années 1990, le fameux slogan « du commerce, pas de l'aide » a agressivement fait progresser l'idée selon laquelle résultats d'exportation et réduction de la pauvreté étaient intimement liés. Toutefois, comme on l'a de plus en plus réalisé ces dernières années, le lien entre ces deux éléments est loin d'être automatique et il peut même exister une profonde divergence entre l'un et l'autre.

La divergence entre les résultats d'exportation et la réduction de la pauvreté en Afrique est une bonne illustration de ce propos. Les évaluations pessimistes des résultats d'exportation de l'Afrique abondent, mais elles ne sont peut-être pas totalement justifiées. En effet, entre 1996 et 2001, les estimations du volume des échanges (par opposition à leur valeur) publiées par la CNUCED montrent que les exportations de certains PMA africains ont augmenté de manière tout à fait respectable. Or, dans de nombreux cas, cette augmentation ne s'est pas accompagnée d'une réduction significative de la pauvreté. Ainsi par exemple, les exportations de Madagascar et de la République centrafricaine ont augmenté respectivement de près de 70 et 121 pour cent au cours de cette période et pourtant l'effectif de la population pauvre gagnant moins d'un dollar par jour dans ces deux pays a augmenté respectivement de 12 et 2 pour cent. (Voir le graphique). De même, au Burundi, une augmentation de 236 pour cent du volume des exportations s'est traduite par une augmentation de 3 pour cent de l'effectif de la population pauvre.

Cependant, en valeur, les exportations de nombreux pays africains se sont effondrées au cours de cette période, car l'augmentation du volume des exportations n'a pas suffi à compenser l'effondrement des cours réels des produits exportés, tels que ceux du café, de l'huile de palme, du cacao et du coton. Bien que la production agricole par de petits exploitants soit toujours prédominante en Afrique, l'exportation de ces matières premières n'est non seulement pas parvenue à contribuer à la réduction de la pauvreté, mais elle n'a même pas empêché celle-ci d'augmenter.

Les cours record récemment atteints sur le marché des matières premières, entraînés par une forte demande de la Chine et de l'Inde, améliorent en effet les termes de l'échange pour les producteurs de ces produits. Cependant, les principales augmentations ont concerné les minéraux (matières premières telles que le cuivre) et les carburants, mais les cours des matières premières agricoles, qui constituent le pilier des économies africaines, sont demeurés peu élevés.

De plus, bien que l'augmentation des cours des carburants et des minéraux ait eu des répercussions positives pour certains pays africains, elle a également fait apparaître un clivage entre pays exportateurs de matières premières minérales et pays exportateurs de matières premières agricoles. Des pays comme le Nigeria ou la Zambie tirent profit de leurs exportations de pétrole et de cuivre, mais d'autres pays, tels l'Ouganda ou l'Éthiopie, dont les recettes d'exportation dépendent des matières premières agricoles (et qui par ailleurs doivent importer les matières premières minérales qu'ils consomment, en particulier le carburant), sont confrontés à une situation extrêmement difficile. L'apparition des chaînes de valeur transcontinentales dominées par les supermarchés et les sociétés de vente au détail des pays de l'hémisphère Nord a encore davantage complexifié la situation, débouchant sur le problème de la trop grande puissance commerciale des acheteurs qui a finalement abouti à la réduction de la part de la valeur ajoutée totale revenant aux producteurs africains.¹

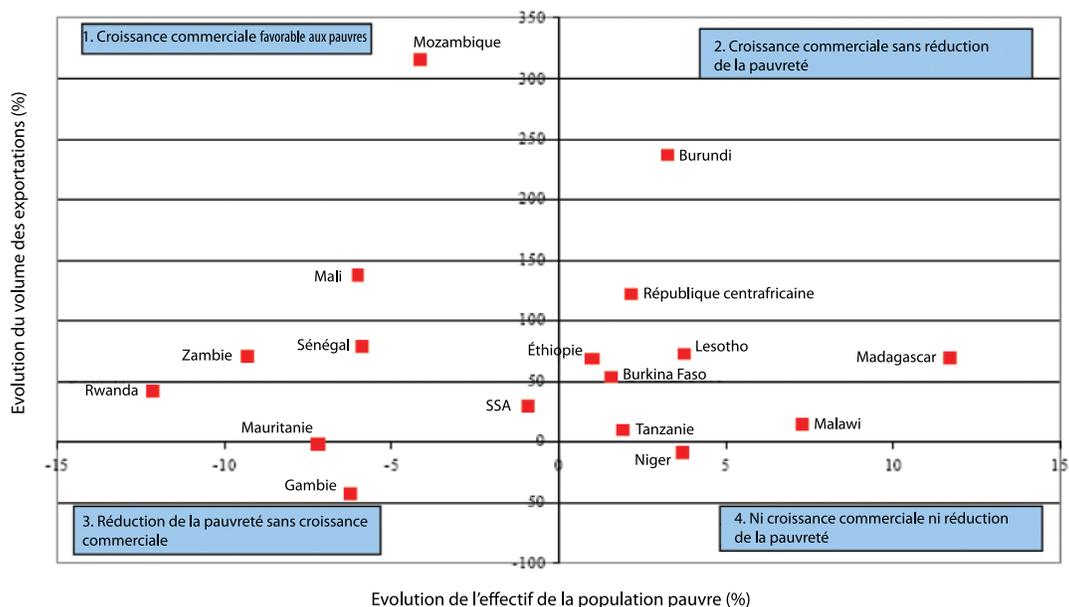
Nul besoin de souligner l'importance de l'agriculture pour la réduction de la pauvreté. Environ 80 pour cent de la population des pays d'Afrique sub-saharienne vivent dans des zones rurales et 70 pour cent dépendent de la production alimentaire. Malgré cela, au cours des deux dernières décennies, les décideurs politiques des pays de l'hémisphère Nord ont généralement fermé les yeux sur les problèmes de développement engendrés par la volatilité des cours des matières premières. Les illustrations données dans le cadre du présent article conduisent à penser qu'il convient de jeter un nouveau regard, plus nuancé, sur la relation entre commerce, croissance économique et réduction de la pauvreté.

Manifestement, le premier conseil à donner aux exportateurs de matières premières agricoles pour le long terme est de se désengager du secteur des matières premières et de choisir avec discernement le secteur de la production manufacturière ou des services dans lequel ils vont s'engager. Mais les décideurs politiques africains sont tout à fait conscients que, de manière générale, les économistes recommandent depuis longtemps la diversification, tout en tardant à proposer des solutions pratiques permettant de mettre ce conseil en application. Les politiques visant à réduire la pauvreté doivent trouver des mécanismes permettant de réduire la volatilité des cours et d'améliorer les termes de l'échange pour les matières premières agricoles. La position prônant le non interventionnisme et la libéralisation totale du marché des matières premières a de toute évidence conduit les pays en développement les plus pauvres à la faillite.

Remarques :

1. Voir P. Gibbons et S. Ponte (2005), *Trading down: Africa, Value Chains, and the Global Economy*. Philadelphia: Temple University Press.
2. Estimation personnelle fondée sur les estimations de la pauvreté de la CEA élaborées à partir des résultats d'enquêtes menées auprès des ménages, et sur les chiffres fournis par la CNUCED (2005) dans *Statistical Yearbook* (cd-rom).

Croissance commerciale et réduction de la pauvreté, 1996-2001 pour certains PMA africains²



Le Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP) est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui faire recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:
www.undp-povertycentre.org